

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 23/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DISTILLERIE UGNI BLANC CHEVRIER TRIBOT

SARL CHEVRIER TRIBOT
16130 Segonzac

Références : 2026 437 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007205575

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement DISTILLERIE UGNI BLANC CHEVRIER TRIBOT implanté 14 ROUTE DE RECHERVILLE 16130 Segonzac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre des suites de la précédente VI de 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE UGNI BLANC CHEVRIER TRIBOT
- 14 ROUTE DE RECHERVILLE 16130 Segonzac
- Code AIOT : 0007205575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La distillerie de l'Ugni Blanc est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 janvier 2013 complété par l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2017.

L'établissement est autorisé à exploiter :

- une distillerie de 8 alambics d'une charge unitaire de 25hl soit une charge totale de 200 hl (production de 120 hl d'alcool pur par jour) - régime de l'Enregistrement sous la rubrique

2250,

- une installation de stockage d'alcools de bouche d'une quantité susceptible d'être présente de 2 645 m³ - régime de l'Autorisation sous la rubrique 4755,
- une installation de préparation et conditionnement de vins d'une capacité de production annuelle de 21 500 hl/an - régime de l'Enregistrement sous la rubrique 2251.

Les dispositions techniques applicables ont été complétées par arrêté préfectoral complémentaire du 13 août 2025 portant sur l'encadrement des travaux nécessaires pour renforcer le système d'extinction automatique d'incendie desservant la cuverie de stockage d'alcools en extérieur.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	EAI cuverie extérieure	Arrêté Préfectoral du 13/08/2025, article 4	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture	Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 7.2.1.1	Sans objet
2	Ouvertures/issues	Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 7.2.4.4	Sans objet
3	Alarme, moyen d'intervention et ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 7.5.3	Sans objet
4	Rétention des alcools et des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 7.5.3.5 et 7.4.3	Sans objet
6	Prescriptions particulières pour la cuverie extérieure d'alcools	Arrêté Préfectoral du 13/08/2025, article 5	Sans objet
7	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 7.5.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de relever que l'exploitant a avancé dans la résorption des écarts observés en 2025 (clôture, étanchéité du bassin de confinement...).

Il reste la finalisation du chantier en lien avec la mise en place de couronnes de refroidissement en partie haute des cuves de stockage d'alcools. L'exploitant devra transmettre les justificatifs à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 7.2.1.1
Thème(s) : Autre, conformité
Prescription contrôlée : Constat lors de la VI de 2025 : L'inspection a constaté que le site est partiellement clôturé. Le site est clôturé le long de la route de Recherville et partiellement sur les côtés. Il n'est pas clôturé en fond de parcelle (délimitée par le ruisseau La Trente) et en partie sur les côtés de la parcelle (vers le fond). L'exploitant a expliqué qu'une convention d'échange de parcelles avec son voisin lui confère un droit d'usage des parcelles contiguës. L'exploitant précise qu'il essaie depuis des années d'acquérir ces parcelles. Il envisage de clôturer le site lorsqu'il aura acquis ces parcelles. L'inspection constate que la clôture de la totalité du site avait déjà été demandée à l'issue de la visite d'inspection du 05/11/2018. L'exploitant n'a donc pas mis en œuvre les actions correctives attendues pour la maîtrise des accès au site. L'exploitant clôture, dans un délai de trois mois, l'intégralité de la périphérie du site.
Constats : Lors de la visite des installations, l'inspection a bien constaté que l'ensemble de l'établissement était désormais clôturé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvertures/issues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 7.2.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Constat lors de la VI de 2025 : L'inspection a constaté que le chai « 4 » est doté de deux ouvertures orientées vers une cour intérieure. Les deux ouvertures sont dotées de volets métalliques, fermés lors de la visite. Ce chai, dont l'accès est dégagé, dispose d'un seuil permettant d'éviter tout écoulement vers l'extérieur. L'exploitant obture, dans un délai de deux mois, les deux ouvertures du chai « 4 » avec des matériaux d'un degré coupe-feu ad hoc.
Constats : Lors de la présente inspection, il a bien été constaté que les ouvertures du chai 4 ont bien été obturés de l'intérieur du chai par des matériaux coupe-feu.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 3 : Alarme, moyen d'intervention et ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 7.5.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Constat lors de la VI de 2025 :

L'exploitant installe, dans un délai de un mois, des extincteurs portatifs à poudre et au moins un extincteur de 50 kg sur roues dans le chai « 4 ».

Constats :

Lors de la visite du chai 4, un extincteur mobile sur roues de 50 kg et plusieurs extincteurs portatifs avaient bien été positionnés à l'intérieur.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 4 : Rétention des alcools et des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 7.5.3.5 et 7.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, conformité
--

Prescription contrôlée :

Constat lors de la VI de 2025 :

L'inspection a constaté que les chais « CJC » et « bleu » sont pourvus d'un réseau permettant la canalisation des eaux de vie et leur acheminement vers une rétention déportée. La rétention est interne pour le chai « 4 ».

L'inspection a constaté la présence d'un bassin étouffoir et d'un bassin de rétention d'une capacité déclarée de 750 m³. L'exploitant a indiqué que la capacité du bassin de rétention correspond à 100 % de la capacité de la plus grande sous-cuvette de rétention des cuves extérieures d'eaux de vie, soit une capacité de 750 m³ (3x2 502 hl).

L'inspection a constaté que les pentes du bassin de rétention sont en terre et enherbées. La présence d'une bâche d'étanchéification de ce bassin de rétention n'a pas été constatée. L'exploitant a confirmé que le bassin n'était pas pourvu d'un système d'étanchéification. Il a précisé que le bassin est cependant partiellement étanche car il procède épisodiquement au pompage des eaux pluviales collectées par ce bassin.

L'exploitant propose à l'inspection, dans un délai de trois mois, une solution technique permettant de rendre étanche le bassin de rétention déporté. L'exploitant met en œuvre, dans un délai de neuf mois, la solution technique permettant de rendre étanche le bassin de rétention déporté

L'exploitant justifie également la capacité du bassin de rétention étanche à l'inspection.

Constats :

Pour rappel, l'arrêté préfectoral de 2013 requiert que « les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des bâtiments de stockage d'alcool vers une fosse permettant l'extinction des effluents enflammés puis vers une rétention de 750 m³ ».

Lors de la visite des installations, il a été constaté que :

- la fosse d'extinction était en eau et le coude plongeur était immergé ;
- la rétention déportée de 750 m³ avait bien été étanchée par une géomembrane dont l'intégrité a été constatée par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : EAI cuverie extérieure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2025, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre, et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. Les moyens de prévention et de protection suivants sont présents sur le site (liste non exhaustive) :

- la rétention de la cuverie extérieure d'alcool de bouche est divisée en 3 sous cuvettes dont les hauteurs des murets sont au moins égales à celles définies dans l'étude de dangers susvisée (murets extérieurs = 1 m et murets intérieurs = 0,75 m) ;--

...

Concernant le stockage extérieur d'alcools réparti en 8 cuves aériennes, un système d'extinction automatique dopé à la mousse est présent dans chacune des 3 sous cuvettes de stockage d'alcools.

1) Ce système d'extinction est composé de générateurs de mousse présents, en partie basse, dans lesdites sous-cuvettes (système conçu pour permettre un débit de solution moussante de 7,5 litres/m²/min). Dès détection d'un incendie dans au moins dans une sous cuvette supra, l'ensemble du système d'extinction automatique se met en fonctionnement pour créer un tapis de mousse simultané dans les trois sous cuvettes.

2) Aussi, l'exploitant met en place, six mois à compter de la notification du présent arrêté, un système complémentaire pour l'ensemble des 8 cuves d'alcools de la cuverie extérieur doté :

- de couronnes d'aspersion en haut desdites cuves débitant 15 l/min/ml ;
- d'une réserve d'eau (volume de 51 m³ au minimum), d'émulseur, et d'un système de type moto-pompe incendie pour garantir une autonomie d'arrosage d'au moins 30 minutes.

L'exploitant transmet le rapport de fin d'intervention à l'exploitant justifiant de l'effectivité des travaux réalisés, la conformité du système d'extinction et son caractère fonctionnel.

Pour limiter la propagation d'un incendie par débordement, les 4 cuves en fibres de stockage de vin situées dans une sous cuvette contiguë aux trois d'alcools, sont dotées, en partie haute, d'un système de refroidissement à eau à déclenchement automatique.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a bien été constaté la présence du stockage d'alcools en cuves aériennes extérieures (16 m de hauteur). Les stockages sont bien réalisés dans trois sous-cuvettes distinctes. Les hauteurs des murs intérieurs et extérieurs des cuvettes de rétention sont conformes aux exigences de l'arrêté préfectoral supra.

Il a bien été constaté la présence :

- de trois déversoirs à mousse (un par sous-cuvette) en partie basse des sous-cuvettes des stockages d'alcools ;
- de systèmes de refroidissement en partie haute des cuves de stockage extérieures de vins.

Un essai de bon fonctionnement des systèmes sus-cités (fonctionnement simultané des déversoirs à mousse et du système de refroidissement supra par convention uniquement en eau) a été réalisé à la demande de l'inspection ; celui-ci s'est avéré concluant.

Enfin concernant le chantier d'ajout de couronnes d'aspersion en haut des 8 cuves d'alcools associées à une réserve d'eau et d'un système de pompage, l'exploitant a précisé que les travaux seront finalisés au courant de l'été 2026. Un devis établi par la société AEP a été présenté pour un montant de 150 k€.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois, de :

- transmettre les justificatifs attestant que les couronnes d'arrosage en partie haute des cuves d'alcools sont installées et fonctionnelles ;
- justifier que le dispositif de pompage et la réserve d'eau associé au système d'arrosage supra sont bien conformes aux exigences requises.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Prescriptions particulières pour la cuverie extérieure d'alcools

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2025, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Le temps de la mise en conformité du système d'extinction automatique d'incendie décrit à l'article 4 du présent arrêté (notamment l'ajout de couronnes d'arrosage en partie haute des cuves d'alcools de la cuverie extérieure), l'exploitant est autorisé :

- comme précisé dans le courrier préfectoral du 9 juillet 2025 susvisé, uniquement à stocker de l'alcool au plus dans les deux cuves les plus éloignées l'une de l'autre pour réduire les risques d'effets dominos ;
- à stocker dans les autres cuves (ou dans l'ensemble des cuves de la cuverie extérieure si aucun alcool n'est stocké dans les deux cuves supra) du vin et des moûts.

Une fois que la mise à niveau du système d'extinction d'incendie tel que décrit à l'article 4 sera effective, les modalités de stockage d'alcools et/ou de vins - de moûts dans les 8 cuves inox de la

cuverie extérieure (normalement dédiée à de l'alcool) sont celles précisées dans le tableau de classement ICPE présenté à l'article 2 du présent arrêté.
Constats : Lors de la présente inspection, il a été constaté que seulement deux cuves, l'une située à l'opposé de l'autre, contenaient de l'alcool (Rhum de la maison Ferrand). Les autres cuves intermédiaires étaient soit vides soit remplies par des jus de raisin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2013, article 7.5.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Le site est pourvu de réserve d'eau de 600 m ³ nécessaires à l'extinction d'un incendie dans les installations de stockage d'alcool de bouche.
Constats : La réserve incendie de 600 m ³ a bien été constatée remplie d'eau lors de l'inspection. À noter que cette réserve d'eau permet d'alimenter en eau le système d'extinction existant (déversoirs en sous cuvettes des cuves alcools et refroidissement par le haut des cuves vins).
Type de suites proposées : Sans suite